

Quand un système bafoue la dignité humaine, quand les hommes politiques, du Nord ou du Sud (les CRA - Centres de Rétention Administrative - d'ici sont aussi les leurs), de gauche ou de droite piétinent et violent les droits de l'homme comme si c'était une banalité, la lutte doit être un sacré et indispensable devoir de toutes les classes opprimées, pour faire place à cette fraternité universelle tant attendue par les travailleurs, avec ou sans papiers, du Nord ou du Sud.

Tel était le rêve d'un enfant du tiers-monde.

Vous lirez dans cette brochure comment il s'est retrouvé à la tête d'un comité de grève de travailleurs.

Si la lutte lui a beaucoup apporté, beaucoup appris, nous avons souhaité que d'autres bénéficient de cette expérience.

Dans notre lutte en tant que travailleurs sans papiers à Viry-Châtillon (Essonne), un comité de grève été capable de s'organiser par lui-même et de combattre avec acharnement le patronat mais aussi les organisations qui veulent déposséder les travailleurs de la direction de leur lutte. 30 travailleurs sur 31 ont été régularisés. Je pense que cette victoire, cet exemple de comité de grève, restent d'actualité dans toutes les luttes des travailleurs, encore plus en cette période de crise.

*Ainsi, la Commune que les puissances du vieux monde croyaient avoir exterminée vit plus forte que jamais, et nous pouvons nous écrier avec vous : Vive la Commune ! Hommage aux travailleurs et aux révolutionnaires de la Commune de Paris qui ont, les premiers dans l'Histoire, tenté de monter à l'assaut du pouvoir bourgeois plutôt que de s'allonger devant leurs oppresseurs. (Karl Marx)*

## **Lutte des sans-papiers : le comité de grève de Viry-Châtillon, un founou-founou dans l'Essonne. (juin 2008-janvier 2009)**

par Waraa



---

abstraction vide, que dans le monde réel pareils antagonismes polaires métaphysiques n'existent que dans les crises, mais que tout le grand cours des choses se produit sous la forme d'action et de réaction de forces, sans doute, très inégales, - dont le mouvement économique est de beaucoup la force la plus puissante, la plus initiale, la plus décisive, qu'il n'y a rien ici d'absolu et que tout est relatif, tout cela, que voulez-vous, ils ne le voient pas ; pour eux Hegel n'a pas existé ..."

L'historien et sociologue Barrington Moore : "Si les hommes de demain doivent un jour briser leurs chaînes, il faudra qu'ils comprennent ce qui les a forgées."

Léon Trotski dans " Le marxisme et notre époque " : " Seule l'explication marxiste de tout ce qui s'est passé peut rendre à l'avant-garde prolétarienne sa confiance en elle-même. "

J'évoquerai pour finir le peintre Vincent Van Gogh qui écrivait :

"Du moment que nous nous efforçons de vivre sincèrement, tout sera pour le mieux, même si nous devons avoir inévitablement des peines sincères et de véritables désillusions ; nous commettrons probablement aussi de lourdes fautes et accomplirons de mauvaises actions, mais il est vrai qu'il vaut mieux d'avoir l'esprit ardent, même si l'on doit commettre plus de fautes, que d'être mesquin et trop prudent. Il est bon d'aimer autant que l'on peut, car c'est là que gît la vraie force, et celui qui aime beaucoup accomplit de grandes choses et en est capable, et ce qui se fait par amour est bien fait. "....

\*\*\*\*\*

Pour nous contacter vous pouvez vous rendre sur les sites de Matière et Révolution ou du CRI-TSF, aux pages web :

<http://www.matierevolution.fr>

<http://cri.tsf.free.fr>

ou écrire à l'adresse [cri.tsf@free.fr](mailto:cri.tsf@free.fr)

---

Cher lecteur,

Une des particularités de la lutte des intérimaires sans-papiers de Viry-Châtillon est qu'elle a été dirigée par un comité de grève des travailleurs en lutte. Le protocole de fin de conflit a été signé le 5 janvier 2009 entre ce comité de grève et la direction de l'entreprise. Nous avons été capables de diriger notre lutte, de la gagner (30 régularisés sur 31), par nous-mêmes. Je crois que c'est parce que nous n'avons pas attendu des sauveurs (syndicats, associations, partis politiques), que nous nous sommes même opposés à eux lorsqu'ils ont voulu nous déposséder de la direction de notre lutte, la freiner, au nom de notre intérêt, que nous avons gagné.

J'espère que l'histoire de cette lutte dans l'Essonne sera instructive pour les travailleurs, afin qu'ils dirigent eux-mêmes leurs luttes à venir. C'est une des conditions nécessaires à leur victoire.

Waraa, septembre 2009.

---

Quelques-uns des acteurs.

- Waraa : militant sans-papiers
- Bertrand : dirigeant syndicaliste
- Alexandre : militant révolutionnaire
- Chantale : dirigeante syndicaliste et élue locale
- Anne : militante associative
- Jacqueline : militante associative
- Pierre : écrivain et militant associatif religieux
- Bernadette : Maire
- Abdel et Mouloud : syndicalistes

*Merci à toutes les personnes qui sont passées nous soutenir sur le piquet de grève. Nos sincères hommages à l'une d'entre elles qui nous a quittés fin 2008. Je lui dédie cette brochure et la salue pour le courage qu'elle a montré face à la maladie qui ne l'a pas empêchée de participer à nos actions jusqu'au bout.*

*Merci pour tout ce que tu fis pour nous, repose en paix.*

---

## Du Mali à Paris

Je m'appelle Waraa. Je suis né au Mali. J'y ai étudié la comptabilité à l'Ecole Spéciale de Gestion et d'Administration des Affaires (ESGAF), puis occupé quelques emplois. J'ai fait partie de l'Association des Élèves et Étudiants du Mali et fut secrétaire général des Jeunes Panafricanistes de l'ESGAF.

Arrivé en France en 2001, je suis entré légalement avec un visa touristique. Dès l'arrivée à l'aéroport, il m'a fallu trouver un endroit où dormir. Je me suis rendu au foyer de la Commanderie de la porte de la Villette où je fus hébergé par un compatriote. Le lendemain, je sortis comme les autres pour aller chercher du travail. Nous n'avions pas besoin d'aller trop loin. Des recruteurs venaient à proximité du foyer et nous emmenaient dans leurs camionnettes, pour aller travailler au noir.

Je travaillais à la journée. Je ne savais pas le matin en me levant si je trouverais du travail. Mon visa était valable pour un mois.

A Paris, j'ai été impressionné par tous ces trains souterrains, ces gratte-ciel, ces personnes venues de tous les continents, ces rues goudronnées. Bref, je me suis dit qu'il ne me restait plus qu'à chercher là où je pourrais trouver moi aussi un gros sac d'argent, le prendre et rentrer au Mali. Mais la réalité est très différente : l'argent ne va pas à tout le monde ; il est gardé, protégé à une échelle inimaginable, pour ne profiter qu'à certains. Je n'ai pas mis beaucoup de temps à voir l'écart entre la grande richesse et la grande pauvreté et cela m'a coupé le souffle, à commencer par ma propre situation de sans papiers, et celle de milliers d'autres personnes, avec ou sans papiers.

---

prendre le monde son économie, sa politique, son idéologie etc. c'est vrai que l'existence d'un homme est complètement " imprédictible ". Qu'on le veuille ou non, que, du lever du soleil au coucher du soleil, de jour comme de nuit, on fait ou on dit des choses qui peuvent avoir un but précis, sciemment ou inconsciemment, souvent contre le monde, souvent pour le monde ; or je ne vois rien autour de moi qui fasse de ce monde un monde vivable pour les exploités. Nous disposons seulement de notre force de travail, quand on a la chance d'en avoir. Rien d'autre n'est fait pour nous, exploités. Mais nous devons non seulement le dénoncer mais le comprendre.

J'ai toujours entendu dire partout que le communisme c'est le sang, la dictature, la guerre, que le mur de Berlin est tombé, que le communisme, c'est le pire des projets pour la société humaine, et pourtant Alexandre se dit communiste révolutionnaires donc internationaliste de fait, je ressens que j'ai toujours été communiste révolutionnaire. Même si j'ignorais cette façon de voir et d'expliquer le monde en tant société de classe, je pense que c'est ce qu'il y a de le plus important, contrairement à ce qui nous a été enseigné à l'école, à ce que l'on nous dit tous les jours. A mon avis, cela signifie qu'il faut complètement repenser le monde y compris sa philosophie. J'aimerais d'ailleurs vous soumettre quelques réflexions de penseurs en philosophie du changement :

Le militant révolutionnaire Friedrich Engels, l'ami de Karl Marx :  
" Une révolution est un phénomène purement naturel qui obéit davantage à des lois physiques qu'aux règles qui déterminent en temps ordinaire l'évolution de la société. Ou plutôt, ces règles prennent dans la révolution un caractère qui les rapproche beaucoup plus des lois de la physique, la force matérielle de la nécessité se manifeste avec plus de violence. "

Friedrich Engels dans un courrier à Conrad Schmidt du 27 octobre 1890 : "Ce qui manque à tous ces messieurs, c'est la dialectique. Ils ne voient toujours ici que la cause, là que l'effet. Que c'est une

---

du monde du travail ne sont rien d'autre que ceux de la lutte entre intérêts opposés des classes sociales. Des travailleurs ont été touchés qu'un noir accède à la présidence et ont pensé que cela signifiait un recul du racisme aux USA. Bien entendu, les nuances politiques, sociales et économiques des classes dirigeantes ne sont pas à négliger ou à ignorer. Nous devons combattre des courants racistes, antisémites, machistes. Le génocide des Juifs comme le massacre du Rwanda nous en disent long sur la capacité des classes dirigeantes à aller très loin dans l'horreur si elles se sentent menacées dans leur domination par la montée de la lutte des classes. Mais, dans mon for intérieur je pense que, vu l'ampleur de la crise économique mondiale, les classes dirigeantes peuvent choisir qui que se soit qui est capable de défendre leurs intérêts, quelle que soit la couleur de peau, le sexe, etc, du moment que, dans l'immédiat, il peut les sauver de la lutte des opprimés.

Le militantisme et l'engagement ne sont pas innés et personne ne naît avec des idées déjà établies. Et encore moins pour le militantisme que pour quoi que ce soit. L'existence d'un individu est tellement aléatoire que, en tant travailleur, on n'est absolument pas à l'abri de quoi que soit et il est difficile, dans ces conditions, d'envisager de militer. Mais, au fait, militer pour quelles idées ? Je me suis rendu compte que, même au Mali, avec nos camarades de l'école, je militais, à mon échelle très petite, contre la dictature, pour une " démocratie ", pour le multipartisme, etc., etc. Sans même le savoir, nous militions pour des objectifs démocratiques bourgeois. Sans savoir, surtout, que d'autres objectifs étaient possibles pour les opprimés : ceux qui consistent à se battre véritablement pour eux-mêmes en tant qu'opprimés.

En fait, ce que je veux dire à tous les travailleurs, du monde entier, c'est qu'il nous faut non seulement travailler et lutter dans ce monde mais comprendre le monde, comment il fonctionne : son économie, sa politique, son histoire. Je pense qu'aujourd'hui je tente de com-

---

## **Un de mes premiers chantiers : la Bibliothèque François Mitterrand**

J'ai travaillé pour une entreprise de nettoyage industriel sur le chantier de la Bibliothèque François Mitterrand, qui était en construction. L'entreprise appartenait à un tunisien, il faisait de la sous-traitance.

Je lavais les vitres, transportais du matériel en le portant sur le dos, en montant et descendant à pieds huit étages. En travaillant pendant trois mois, j'ai gagné assez de sous pour me faire faire une fausse carte de séjour pour 1500 FF (environ 200 euros).

Sur le chantier de la Bibliothèque François Mitterrand j'ai été repéré par un ivoirien, Armand. Son entreprise était aussi en sous-traitance avec la société TQ4, une des grandes entreprises de nettoyage en France. J'étais très mal payé et Armand disait avoir une proposition plus intéressante à me faire. Il m'a proposé de devenir chef d'équipe pour lui. Il me fit travailler dans le quartier d'affaire de La Défense, à la tour Le Cœur de La Défense. Ce chantier, sur lequel je travaillais donc en sous-traitance pour TQ4, appartenait à Bouygues.

Mon travail consistait à recruter d'autres sans-papiers qui comme moi avaient du mal à trouver du travail, à pointer les arrivées et les heures travaillées par les gars sur le chantier, à planifier leur travail. Les heures supplémentaires n'étaient pas payées.

Souvent, on travaillait 24 heures d'affilée : je commençais à 7 heures du matin, finissais à 7 heures le lendemain matin, rentrais chez moi puis le même jour revenais à 14 heures pour travailler jusqu'à 20 ou 21 heures, et recommencer à 7 heures le lendemain matin. TQ4 a fait venir d'autres boîtes de nettoyage en sous-traitance car Bouygues voulait finir le chantier dans les délais, alors que du retard avait été pris. Une cinquantaine de sans-papiers furent recrutés pour accélérer le travail.

---

On n'avait pas de syndicat. Sur le chantier, nous étions quasiment tous africains, dont deux maghrébins, l'un chef d'équipe et l'autre conducteur d'engins. On a eu des problèmes de paye. Comme je l'ai dit, TQ4 avait le marché, mais le sous-traitait à Tenlos, l'entreprise d'Armand. Parfois, Tenlos payait avec un retard d'un mois, sans fiche de paye, et le salaire n'était pas complet.

C'est là qu'un autre responsable de TQ4 m'a repéré. Un chargé d'affaire de cette entreprise voulait me recruter. Lors d'un entretien, ils se sont aperçu que je n'avait pas de papiers. Ils ne pouvaient donc pas m'intégrer dans l'équipe prévue. Cependant, le chargé d'affaire m'a proposé de travailler, avec ma fausse carte de séjour, pour une autre entreprise, qui soi-disant appartenait à son ami. Ils ont accepté de me recruter pour cette société. C'était une société de démolition. J'ai fait des chantiers à Levallois, à la tour PB12, près de La Défense, à Paris près de la rue de Solférino pour un chantier du grand groupe Petit.

Au total nous étions une quarantaine à travailler sur ces chantiers. Seuls deux ou trois avaient des papiers.

Nous travaillions toujours sous les cris des chefs. Pas le droit de répondre au téléphone. Impossible d'aller boire deux fois dans la journée sans avoir la remarque "Tu passes ta journée à aller boire !" En plus du poids du sac de gravats sur le dos, on devait supporter de se faire hurler dessus.

Sur un chantier, on nous a fait démolir des bâtiments plein d'amiante. Sans aucune protection. Normalement, les bâtiments auraient dû être désamiantés avant leur démolition. Et nous n'aurions dû intervenir qu'après le désamiantage. Dans les faits, on a détruit des bâtiments désamiantés en partie seulement.

La responsabilité de la démolition était confiée à un ouvrier, chef d'équipe de fait... mais sans la paye correspondante. Et cela avec de multiples accidents. Il n'y avait aucune coordination entre les différentes équipes, les règles de sécurité n'étaient pas respectées.

---

qui se heurte à tous les préjugés, à tous les fatalismes et à tous les paternalismes. Parce que je pense que personne ne peut dissocier le cultivateur et la semence ; en termes clair, pour les idées communistes révolutionnaires (c'est à dire de libération des travailleurs et de tous les exploités) dans le monde du travail, la lutte est plus que considérable au plein sens du terme. Voilà pourquoi je pense que lire, étudier crayon en main les Marx, Engels et les révolutionnaires qui ont fait la révolution de 1917 est très important pour nous, les exploités.

La philosophie est un des aspects importants pour chaque ouvrier, pour chaque exploité. Comprendre le monde qui nous entoure est indispensable à tous les travailleurs. Et c'est possible. Croire que le monde est figé, qu'il ne peut pas changer, c'est une philosophie, mais ce n'est pas celle qui convient à la classe opprimée. Croire qu'il y aura toujours des oppresseurs, que le système que nous avons connu depuis notre naissance est éternel, ce n'est pas un fait : c'est également une philosophie. Elle est diffusée partout, mais elle n'est pas définitive pour autant. Les travailleurs sont, bien entendu, influencés largement par l'opinion générale et donc sont tributaires de ces préjugés. Les faits, les vrais, disent tout autre chose. L'histoire, la science, les philosophies apprennent, au contraire, que les conceptions peuvent changer, que le monde a changé, que les Empires ont chuté, que les systèmes ne sont pas éternels, que la lutte des opprimés a changé le monde, que les travailleurs sont la force, que les masses font l'Histoire, comme les masses pauvres de Paris qui ont fait tomber, non seulement la Bastille, mais la royauté et le système féodal.

L'évènement de cette année fut l'élection d'Obama aux Etats-Unis et mes collègues de lutte avaient regardé la télé jusqu'au petit matin et moi je pense que quel que soit le président élu aux Etats-Unis ou ailleurs, noir, blanc, marron, asiatique, ce qui compte, c'est qu'elle classe sociale il va servir, parce que je pense que les problèmes

---

l'humiliation c'est nous qui la vivons tous les jours. C'est nous qui avons perdu des camarades en traversant la Méditerranée, laissant derrière nous toute une vie, toute une histoire.

Nous, travailleurs, ne manquons pas ce rendez-vous. Cette histoire, c'est nous qui devons la raconter. Chacun est son propre historien, son propre écrivain. L'essentiel c'est cette histoire authentique que nous racontons, ce qu'aucun historien ne peut faire sans nous. Prendre ce bâton de pèlerin est un devoir, pour expliquer, informer, former pour mieux préparer les prochaines luttes. Bref, enseigner les conditions de la libération de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, nous sommes le 14 juillet 2009 qui symbolise la prise de Bastille, ce qui m'amène à avoir une profonde pensée pour ces prolétaires du monde entier qui sont en lutte et particulièrement ceux de la Bourse du travail de Paris expulsés par ces méthodes barbare de la CGT ! En tant que militant ouvrier, militant de la CGT et solidaire de tous les travailleurs je condamne avec toute fermeté cet acte inadmissible de la CGT ! Après ces gestes honteux de la CGT en tant que premier syndicat de France et qui a eu le monopole de discussion avec le sommet de l'Etat sur cette lutte de sans papiers ! Le but d'une réunion début juillet à Paris au 8 impasse Crozatier était simplement de faire table rase de cette violence perpétrée contre ces travailleurs sans papiers que les organisations traitaient d'anarchistes, de non-démocratiques etc. Le but était de blanchir la CGT dans cette affaire. Là encore j'ai vu des organisations crier contre des travailleurs qui ont osé se passer d'elles.

L'objectif numéro un, selon la philosophie que je défendrai dorénavant, c'est que les travailleurs apprennent qu'ils sont, eux, la force. Et c'est là que la connaissance du passé est indispensable, même dans une simple grève, dans tous les combats, petits et grands, des travailleurs, avec ou sans papiers. Le combat pour des conceptions justes dans ce domaine est toujours un grand combat

---

L'un d'entre nous a voulu soulever avec un pied de biche des cloisonnements de vitres. La vitre s'est brisée et un éclat l'a blessé au mollet. Il y avait du sang partout. Cela a nécessité l'intervention des pompiers. Les chefs ont demandé qu'on évacue les lieux et qu'on se cache. Ils nous ordonnaient de ne surtout pas décliner notre identité à l'inspection du travail, appelée par les pompiers. En effet quand un inspecteur du travail arrive, il cherche habituellement les consignes de sécurité mais en plus, parfois, il peut faire un contrôle d'identité. J'étais "chef d'équipe" du blessé. Je voulais témoigner et suis resté dans ce but, bien que n'ayant pas de papiers. Il n'y eut pas de contrôle d'identité. Le blessé, était le seul de l'étage à avoir des papiers. Je me permets au passage un petit saut vers le futur.

## **Le choix des États face au système des vrais-faux papiers**

Le nom que je lus sur les papiers du blessé, je le retrouvai 5 ans plus tard sur la liste des grévistes de chez G. dont je parlerai plus loin en détail. Or ce nom était trop rare pour qu'il s'agît d'une coïncidence, c'était forcément le nom de la même personne. Mais le gréviste portant ce nom n'était pas le blessé du chantier. Je me permis donc de demander discrètement au camarade gréviste des nouvelles du blessé. Il me répondit qu'il travaillait toujours dans le Bâtiment, et qu'ils sont plusieurs à travailler sous son identité, donc avec le même numéro de Sécurité Sociale et plusieurs cotisations mensuelles, chacun étant déclaré dans une entreprise distincte. Aucun ne peut faire un arrêt de travail à son nom, ni toucher des indemnités chômage, par peur de déclencher une enquête. Mais bien sur, sans enquête, les organismes de l'Etat qui sont concernés savent que plusieurs personnes travaillent sous la même identité, mais tant qu'il s'agit d'encaisser les cotisations, ça passe. Dans l'autre sens, quand il s'agirait de verser des prestations, des scrupules naissent,

---

cela nécessite des enquêtes. Ceux qui travaillent sous une fausse identité remplissent tout de même une déclaration de revenus, à leur vrai nom, d'un montant de 0 euros pour laisser une trace de leur présence en France pour une année, document qui appuiera leur future demande de régularisation. Mais les revenus qu'ils ont reçus sous un faux nom sont inscrits sur la déclaration de revenu faite à ce nom. Cette déclaration fait donc apparaître plusieurs salaires d'une seule personne qui aurait travaillé au cours d'une même année, à temps plein, à temps partiel, en CDI, en CDD, pour différentes entreprises, et même une mairie. Les services de l'Etat savent qu'une seule personne ne peut travailler plus que 24 heures par jour, mais cela ne les gêne pas de participer à ces déclarations frauduleuses. Nous partageons bien sûr l'impôt à payer avec le camarade qui nous prête son nom. Ce système fait que nous payons des impôts en permanence sans pouvoir jamais recevoir les prestations auxquelles nous devrions avoir droit. Revenons sur le chantier.

## **Mon premier licenciement : une sanction disciplinaire**

Dans l'entreprise de démolition, j'avais un CDD d'un an. C'était mon premier contrat écrit. Face à tous les problèmes décrits plus haut, qui surgissaient entre salariés et chefs de chantier, je commençais à réagir. Un conducteur des travaux a commencé à repérer mes interventions, il ne les appréciait pas. Je devenais pour lui un élément récalcitrant. Effectivement je demandais des gants, des masques et que les règles de sécurité les plus élémentaires soient respectées.

J'ai été licencié au bout d'un an et demi. Motif officiel : fin de chantier, en réalité une sanction disciplinaire. J'avais fait des dizaines de chantiers. Celui-ci se termina par un licenciement.

---

lendemain on entend à la télé que tel ou tel pays occidental a fait une aide de 800 millions au Mali pour l'aide au développement. Et c'est ainsi qu'on essaye de nous voiler la face, par ces cadeaux empoisonnés.

Oui mon cher compatriote, nous avons entendu ce qu'un État occidental nous a offert. Alors qu'avons nous fait pour qu'il fasse ce cadeau ? Quelle démagogie ! Car au fait, on passe nos matières premières (l'or, le pétrole, le bois, le fer, l'uranium, le cotran, la bauxite etc). Ces États avec des entreprises comme Bouygues, Total nous prennent cent fois plus qu'ils ne nous donnent, et ce n'est pas avec autant de publicité. Ce cadeau est aussi le prix du silence sur l'exploitation de cette jeunesse, des sans-papiers expulsés, sans droits.

Le développement de l'Afrique n'a pas sa source dans ces cadeaux empoisonnés. La jeunesse ne veut pas du poisson, elle veut le droit de pêcher. C'est à nous, les travailleurs africains exploités de redresser la barre. Combien nos associations de sans-papiers ont-elles construit de routes, de dispensaires, d'écoles, creusé de puits, fondé de coopératives d'aide alimentaire, investi pour l'irrigation, financé des soutiens scolaires. Nous avons compris que l'aide la plus utile et la plus rentable est celle qui vient de nous-même, et pas des États impérialo-capitalistes ni du "codéveloppement". Nous les travailleurs sommes les vrais vecteurs du développement de nos pays. Nous apportons des projets concrets pour la population qui gémit toujours sous le poids des guerres, de l'exploitation, de la corruption, de l'oubli. Nos aides sont largement supérieures à celles des cadeaux empoisonnés. Les richesses africaines doivent appartenir aux travailleurs qui les produisent.

Nous, les sans-papiers, ne nous faisons pas d'illusion, ce ne sont pas les appareils syndicaux qui éclaireront notre histoire. C'est à nous de la faire, de parler en notre nom. De ce que l'on a vécu, ce que l'on vit, de notre devenir. La blessure c'est la nôtre,

---

## Bilan ... et perspectives

Nous qui avons fui nos pays respectifs assiégés par les impérialo-capitalistes, dont les États sont en guerre pour leurs intérêts et pas pour ceux des peuples, nous nous sommes retrouvés dans un monde sans droit. Car quels sont les nôtres ? Après avoir traversé la Méditerranée au risque de nos vies, même si nous venons d'un pays en état de guerre, il n'est pas facile d'obtenir en Europe le fameux statut de réfugié. Un tel refus est-il acceptable ? Michel Rocard a dit que la France ne peut accueillir toute la misère du monde, sans poser la question de l'origine de cette misère. Mais les politiques comme lui connaissent la cause de cette misère. C'est l'impérialisme qu'ils défendent.

Ils nous claquent les portes par-ci par-là. On a même du mal à se faire soigner, à obtenir les droits élémentaires. Mais aux aéroports, à l'Elysée, à Matignon, ils déroulent le tapis rouge à nos dirigeants, pour des négociations confidentielles et souterraines ! Que font-ils d'autre ensemble ? En tout cas ils ne parlent pas des droits des sans-papiers expulsés, des anciens combattants, pas des droits des travailleurs qui voudraient bénéficier de leur retraite en rentrant en Afrique, pas non plus de faire la lumière sur le cas des sans-papiers qui laissent leur vie dans les centres de rétention ou dans les bavures policières. Sinon Hortefeux ne se serait pas vanté de son score de personnes expulsées par la force, avec une fierté à rougir pour longtemps. Cette situation est non seulement une réalité mais est devenue une banalité car la presse relate régulièrement ces expulsions, ces bavures, ces morts, les incidents dans les centres de rétention.

À nos dirigeants africains, nos bourgeois, leurs confrères bourgeois du monde entier ne leur fermeront jamais la porte. Ils viennent passer leur visite médicale, leur bilan de santé à l'Hôpital du Val-de-Grace et repartent en catimini comme si de rien n'était. Le

---

## Tour Gambetta, Gare de Lyon

Je commence à chercher du travail par les boîtes d'interim. L'une me proposa d'aller faire du nettoyage industriel à la Tour Gambetta, Gare de Lyon, après présentation d'une simple photocopie d'une pièce d'identité française et sans certificat de travail.

Ma feuille de mission remplie, rendez-vous est pris avec le patron, devant la tour Gambetta, Gare de Lyon. Nous sommes deux interimaire. Le patron nous amène dans un local technique (au lieu d'un vestiaire) où nous nous changeons. Nous montons sur le toit de la tour de quatorze étages pour vérifier la nacelle. Nous recevons un talkie-walkie, moyen de prévenir la sécurité en cas de problème. Nous nous retrouvons à deux dans la nacelle et après une heure ou deux de nettoyage des vitres, la nacelle se bloqua entre le 11ème et le 12ème étage, la commande de la nacelle ne fonctionnait plus. Nous ne pouvons ni monter ni descendre. Nous appelons la sécurité qui cherche pendant des heures une solution, en vain. Le patron est prévenu, il arrive en hâte, courant dans tous les sens. Il semble inquiet. Nous sommes tous dans le pétrin, à différents points de vue. Sans papiers, je risque d'être placé en centre de rétention et expulsé. Lui risquait d'être mis en cause : avait-il fait respecter les consignes de sécurité, les vérifications techniques pour la nacelle, savait-il qu'il employait un sans-papiers ? Il avait raison de s'inquiéter car comme dit plus haut, la boîte d'interim m'a envoyé sans m'avoir demandé de certificat de travail ni mon habilitation à monter dans une nacelle. Finalement des pompiers sont descendus par une corde jusque dans la nacelle, nous ont fixé des harnais et nous ont descendus le long d'une corde jusqu'au sol. Je ne suis jamais parti en vacances à la montagne, mais j'eus ma première aventure d'alpiniste. Je n'ai pas manqué de demander aux pompiers de m'envoyer leurs photos de la scène pour en garder un souvenir, ce qu'ils ont fait.

La boîte d'interim a mis fin à ma mission, il a fallu que je me

---

batte pendant une semaine pour que cette journée me soit payée.

## **Mon arrivée à G. comme intérimaire**

J'ai cherché du travail dans une autre agence d'intérim, sur le boulevard Magenta, que j'ai surnommé boulevard de la honte, expression reprise dans le titre d'un article du journal Le Monde consacré à notre grève. Cette fois-ci je me présentais avec la carte d'identité française d'un cousin. Outre le cousin qui travaillait sur deux emplois (comme éboueur pour une mairie et dans une société de nettoyage), ses deux frères travaillaient déjà avec cette même carte d'identité. Ils travaillaient comme moi dans le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics. Une boîte d'intérim m'a proposé d'aller travailler comme terrassier. On aurait du me demander un certificat de travail, attestant mon expérience dans ce métier. Je ne savais même pas ce qu'était un terrassier. Mais la boîte d'interim ne me demanda rien. Être terrassier, c'est simplement avoir la force de manier la pelle et la pioche. Le travail consistait à casser avec le marteau piqueur de 7 heures du matin jusqu'à 16 heures, et creuser des trous d'un mètre quatre-vingt toute la journée, 3 ou 4 trous par jour au minimum. Je commençais donc à travailler comme terrassier chez G. en 2004. Conscient de la précarité de ma situation : intérimaire et sans-papiers, je devais non seulement ne pas me mettre à dos le chef de chantier, mais travailler deux fois plus que les autres et faire profil bas.

Le chef de chantier ne savait pas que j'étais sans-papiers.

Après deux ans j'ai décidé d'arrêter de travailler sous le nom du cousin car j'avais finalement gagné la confiance du chef de chantier qui appréciait mon travail. J'ai recommencé à travailler avec la fausse pièce d'identité qui portait mon vrai nom. Ce changement de nom du jour au lendemain, avec de faux papiers, au vu et au su de la boîte d'interim et de mon chef de chantier, n'a posé aucun

---

se trouve aux côtés des ouvriers sans papiers, qu'il les aide sans chercher à parler, à agir à leur place, qu'il défend par exemple un comité de grève des sans papiers, dirigé par eux-mêmes, tire des tracts écrits par eux-mêmes, etc., etc. Mes amis, ces questions m'ont fait énormément de bien, parce que j'ai compris qu'avoir des idées et les défendre, c'est important à une échelle incroyable. Et la première de ces idées est : travailleurs, défendez-vous vous-mêmes. Personne ne peut rien faire pour vous à votre place !

”J'ignore où se livrera le combat entre le vieux monde et le nouveau, mais peu importe : j'irai et sans doute bien d'autres aussi. Que ce soit à Rome, à Berlin, à Moscou, je n'en sais rien, j'irai et sans doute bien d'autres aussi. Et quelque part que ce soit, l'étincelle gagnera le monde ; les foules seront debout, prêtes à secourir les vermines de leurs crinières de lions.” C'est ce qu'écrivit la révolutionnaire Louise Michel dans ses Mémoires, en 1886 .

## **Enfin la victoire**

Après 6 mois de grèves, 30 sur 31 grévistes étaient régularisés. ”Je suis enfin un homme libre me dit, les larmes aux yeux, l'un d'entre eux. Après 8 années de clandestinité, je pourrai enfin aller voir ma femme et mes enfants au pays, relever la tête et être fier de moi. Il était temps de mener cette lutte.”

Oui mon cher camarade, mieux vaut tard que jamais. Mais simplement si nous la classe pauvre, les misérables de la société, les inférieurs, les humiliés, les exploités, nous les travailleurs avec ou sans-papiers, si on pouvait simplement se rendre compte de notre puissance au sein de la société, on se serait servi depuis longtemps de ce pouvoir pour redresser toutes les barres.

---

est très différent. La lutte peut rassembler des gens d'horizons très divers avec un but commun et les aléas de la lutte montrent à chacun quelle conception choisir. Mais justement, dans les conceptions philosophiques qui nous ont opposé aux soutiens, il y a justement ces fameux buts et conceptions communes. Ainsi, je pense que le comité de grève, c'est-à-dire une organisation indépendante des travailleurs en lutte, est incompatible avec les conceptions de toutes les autres organisations traditionnelles. Celles-ci cachent derrière leurs buts organisationnels, leurs objectifs dérivés des idéologies qui combattent, dominant, écrasent, divisent, trahissent toute les luttes des exploités. Leur idéologie, c'est d'abord l'idée que nous sommes de pauvres travailleurs qui ont besoin de leur paternalisme, qui ne sauront pas se diriger eux-mêmes, qui ne sauront que nous tromper ou exploser de colère sans but, que nous avons besoin d'organisations qui écrivent à notre place, qui soient nos contacts avec l'administration et que nous serions en somme des malheureux faisant de la peine et trop heureux que l'on prenne des décisions à leur place !!! Certains travailleurs, y compris des travailleurs qui ont la nationalité, ont des papiers et un emploi, ont tendance à accepter ce rôle, tant qu'ils ne voient pas que cela nuit considérablement à leur cause et que cela détourne leur combat de ses vrais objectifs.

Cette lutte, pour moi, a été plus que riche. Dans le fond, on a lutté, on a gagné, difficilement, mais on a gagné quand même. Mais dans le fond, dans cette lutte pour de simples droits démocratiques, je me suis demandé : comment se fait-il que des personnes engagées comme Alexandre, des militants communistes révolutionnaires qui militent pour l'abolition des frontières entre les pays, pour un monde sans papiers, pour l'égalité de fait dans l'économie du monde, ce qui ne peut se faire que par l'expropriation des grands détenteurs des richesses par les exploités, qui sont pour l'égalité des sexes, pour l'abolition des classes sociales au niveau mondial, etc., etc., bref comment cela se fait, que, contrairement aux réformistes, il

---

problème. Le chef de chantier disait qu'il allait s'arranger avec la boîte d'interim, ce qui fut fait. Les collègues du chantier se sont eux aussi habitués très vite à mon nouveau nom sous lequel je suis devenu aide-plombier. Je changeais des compteurs, des colliers, posais des paragêles, faisais le tirage pour remplacer les tuyauteries en plomb. J'ai demandé une formation pour passer le CACES pour la conduite d'engins, que j'effectuais quand je faisais le tirage. Cette proposition n'a pas plu à la responsable de la boîte d'intérim qui m'a toujours dit que même si j'y avais droit, elle ne pouvait pas m'y envoyer car je n'avais pas de papiers. De plus, il y eut à partir de juillet 2007 un durcissement des contrôles sur les boîtes d'intérim, initié à cette époque par le ministère de l'immigration. Tout cela m'a conduit à être le premier sur les listes de ceux dont le CDD ne fut pas renouvelé. Après trois ans et demi j'ai donc été licencié en 2007 sous prétexte que je n'avais pas de papiers. Les contrats n'étaient pas établis avec exactitude, ils étaient souvent signés tardivement, juste avant ou après la date de fin de contrat officielle. Ce système permettait de pouvoir nous licencier du jour au lendemain. C'était mon deuxième licenciement, il était justifié verbalement par ma situation de sans-papiers. Les motifs invoqués dans les deux lettres de licenciement étaient : fin de contrat de chantier pour la première et fin de mission après trois ans et demi pour le deuxième. C'était la goutte d'eau qui fit déborder le vase !

## En route vers la grève

Le chef de chantier de chez G. m'a proposé de continuer en empruntant les vrais papiers de quelqu'un d'autre et en m'inscrivant dans une autre boîte d'intérim. Certains d'entre nous le firent. J'ai refusé pour ne pas simplement déplacer mon problème car j'avais déjà demandé à mon conducteur de travaux de faire une démarche administrative pour ma régularisation. Sachant qu'il y avait beau-

---

coup de sans-papiers qui pourraient prendre exemple sur ma demande ils ont refusé de faire des démarches. Finalement je me suis inscrit sous un troisième nom avec des vrais papiers d'emprunt dans une autre société du Bâtiment, TJFR, tout en restant en contact avec les camarades de chez G. qui avaient accepté de revenir travailler pour ce groupe sous un autre nom et en passant par une autre boîte d'interim.

Je contactai également ceux qui avaient été licenciés comme moi pour leur demander d'agir. J'ai proposé à tous ces camarades d'aller protester contre ces licenciements à la boîte d'interim, pour dénoncer son hypocrisie complice de celle du groupe G.. Mes camarades étaient d'accord sur le fond, mais redoutaient les représailles. Le 15 avril 2008 une vague d'occupation d'entreprises par les sans-papiers est organisée par l'UL CGT de Massy et Droit Devant. Je saisis l'occasion du licenciement du plus ancien des interimaire sans-papiers (10 années chez G.) pour allonger ma liste de contacts parmi les travailleurs sans-papiers de chez G.. J'explique aux camarades que si on ne fait rien, personne ne sera épargné par les licenciements, puisque le plus ancien lui-même était licencié, alors qu'il revenait chez G. sous un autre nom par le biais d'Adecco. C'est ainsi qu'ils prennent conscience qu'il faut rejoindre le mouvement des sans-papiers. Cela démontre l'espoir qu'a suscité ce mouvement, que nous étions très nombreux à vouloir rejoindre. Le moment était venu de mettre fin à toute cette hypocrisie.

Un autre coup s'était ajouté à tout cela, la mort de mon père.

## **La mort de mon père et autres tranches de vie de sans-papiers**

Mon père était un ancien combattant de l'armée française. Non seulement il n'était pas favorable à mon départ pour la France, mais il tenait à m'expliquer que partir non seulement ne résoudre pas

---

l'intérêt de vos camarades qui ne comprendront pas forcément que vous appeliez "ennemi invisible" celui qu'ils voient comme leur ami, leurs sauveur.

Que ceux qui veulent vous soutenir se mettent individuellement aux ordres du comité de grève.

Vous serez traité de dictateur, mais c'est le seul chemin qui vous permettra de tenir la barre jusqu'à la victoire.

Nous avons fini par dissoudre ce comité de soutien. J'aurais du dès le départ m'opposer à sa mise en place.

Le bateau du comité de grève a tangué mais nous avons remis ces pirates dans leur petite chaloupe, qui retourna surfer sur internet.

Le complexe d'infériorité des travailleurs sans-papiers doit disparaître pour céder la place à leur unité. Pour ceux qui pensent que les travailleurs sans-papiers sont des travailleurs fragiles, incapable de gérer leurs luttes, nous avons été un contre-exemple.

Au départ, moi comme chacun de mes camarades, nous navions vu aucun problème, ni la manière dont le soutien pouvait interférer dans notre lutte. C'est l'expérience qui m'a montré que c'était loin d'être aussi simple. Les travailleurs, comme ceux qui affirment vouloir seulement les aider, défendent des buts, des conceptions, des objectifs plus ou moins clairement, plus ou moins consciemment. Pour les travailleurs, c'est souvent la première expérience alors que les militants du soutien savent où ils veulent en venir et ce qu'ils ne veulent pas. Et le soutien entendait non seulement proposer, convaincre, mais même imposer ses conceptions aux travailleurs en lutte. Parmi les soutiens, il y avait des réformistes, des religieux, des syndicalistes, des maoïstes, des communistes révolutionnaires, etc., etc. Les désaccords avec les soutiens se sont révélés profonds, philosophiques même. Certains s'interrogeront sans doute sur ce que vient faire la philo là-dedans. Bien sûr, chacun vient à la lutte avec sa propre façon de défendre ce qu'il pense et cela pose des tas de problèmes mais, lorsqu'ils sont partie prenante du combat, cela

---

## Un comité de soutien : le loup dans la bergerie

Nous affrontons l'hiver dans ces conditions rudes, les coeurs serrés et grelottant de froid de jour comme de nuit, mais avec un seul mot d'ordre jusqu'à la victoire : notre unité. Quand soudain les socio-démocrates ont cherché à infiltrer le comité de grève.

Par socio-démocrates, j'entends ici les ennemis politiques des travailleurs, déguisés en ami politique, syndical, associatif des travailleurs.

Ils formèrent sur le piquet un relais des dirigeants politiques et syndicaux locaux qui n'avaient pas réussi à arrêter l'ouragan. Sous la forme d'un Comité de Soutien ils ont cherché à se substituer au comité de grève pour prendre la direction du mouvement afin de l'étouffer. Ce comité de soutien formalisé le 1er novembre était leur outil de travail. Ils se servaient de notre lutte pour faire de la publicité à leurs organisations, se servant de nous comme des hommes sandwich. Ils nous dissuadaient d'interpeller les élus de l'Essonne. Ces manifestations seraient soi-disant contre productive, comme disait Bertrand et certains membres du comité de soutien. Au fond des choses, ils souhaitaient que nous restions cloîtrés dans le silence.

Quand je leur expliquai que le comité de grève reste au dessus de tout, cela leur déplaisait, même s'ils répondaient démagogiquement "bien sûr" avec un sourire.

Ce sont de très bons acteurs, je ne comprenais pas au début pourquoi Alexandre m'avait dit que j'introduisais le loup dans la bergerie.

Camarades, si de cette brochure vous retenez une chose, c'est j'espère, apprendre à repérer ces adversaires qui sont les pires, et à ne jamais lâcher la direction de votre lutte. Vos camarades auront du mal à comprendre pourquoi vous opposez à ces "soutiens" si sympathiques ! Mais c'est votre devoir de leader de le faire, dans

---

mon problème, mais que j'allais repartir à zéro avec d'autres dans la même situation que moi. Pas seulement des africains.

Aujourd'hui mon père n'est plus, ce père qui s'est battu pour la France et reçut comme récompense une carte d'ancien combattant, délivrée par la France en 1982 à tous ceux qui ont servi l'armée française et un petit pécule comme pension. Il est décédé le 31 janvier 2008, ayant toujours en mémoire ses faits d'armes et ses séjours en France dans le cadre de ses missions.

On m'annonce le décès de mon père la nuit du jeudi. Je ne pouvais retenir mes larmes toute la nuit face à ce malheur et à ma condition de prisonnier de la France, privé de la liberté la plus élémentaire qui est simplement la libre circulation pour rendre un dernier hommage à mon père! Le pire c'est que le matin, je devais reprendre le travail, me contenter simplement d'informer le chef de chantier que je venais de perdre mon père. Le chef m'a demandé de prendre mes congés le jour même, précisant que les jours me seront payés par la sécurité sociale. Simplement, il ne savait pas que je n'avais pas de papiers !

Je lui réponds "Ça peut aller". Je ne lui ai pas dit que, travaillant sous un nom d'emprunt, il m'est impossible de fournir les justificatifs pour obtenir le congé, car je risquerais de perdre mon emploi. De ce fait, je reprends ma pelle et ma pioche, les larmes aux yeux. A chaque larme qui coule, mon coeur se durcit de colère aux souvenirs du père, qui défilent sous mes yeux toute la journée. De la prison ou je vis depuis 8 ans, je me contente avec un coeur plein de douleur, de faire mes condoléances. Encore une fois, papa, que la terre te soit légère, ton fils, si loin et si triste, est près de toi. Ajoutez à cela l'accouchement de ma femme en 2006. Je travaillais chez G., mais je ne pouvais pas bénéficier de congés paternité. Cela aussi j'y avais renoncé. Quand je suis malade ou blessé, je suis obligé de serrer les dents. Cinq à six ans de travail, sans arrêt, sans congés ... nos chefs de chantier le savent très bien. Les indemnités chômage, je n'en rêve même pas ! Oui, c'est ça aussi la vie d'un

---

travailleur sans-papiers. Privé de toutes les libertés : on se cache pour travailler, on se cache pour circuler, et on n'a pas le droit de se promener n'importe où, n'importe quand, n'importe comment, car nous sommes des proies. Chaque sans-papiers est un prisonnier, et chaque prisonnier a une histoire, qui a besoin d'être racontée. Je me donne pour devoir de raconter celle de mes camarades de chez G., qui ne font pas exception à la règle. Voici des épisodes de la vie de deux d'entre eux.

Moussa est arrivé en France quand il avait 20 ans. Il en a aujourd'hui 40, il est toujours sans-papiers. Il a été expulsé trois fois. Il s'est retrouvé menotté, la bouche bâillonnée afin de l'empêcher d'interpeller les passagers de l'avion. Il est allé plusieurs fois en prison en France, quinze mois en tout, pour avoir résisté à d'autres tentatives d'expulsion. Comme les autres, il travaillait avec une fausse carte, et fut arrêté arbitrairement par la police, pour contrôle d'identité. Moussa est finalement libéré, mais il écope de dix années d'interdiction de séjour sur le sol français. Tenez-vous bien, sous le coup de cette interdiction, Moussa travaillait. Il versait des cotisations sociales et il payait des impôts que l'État encaissait. Son interdiction de séjour a expiré en juin 2008. Quelle hypocrisie !

Ousmane, né à Sadiola dans une famille paysanne, fut attiré par la mine d'or de cette ville, exploitée par la SOMADIX (Société Malienne d'exploitation), filiale de Bouygues. Il y a travaillé comme manoeuvre parmi ces gigantesques machines qui dévorent les paysages, pour un maigre salaire qui permet juste de subsister. Le reste du fruit de la production va dans les poches de Bouygues et de ses partenaires maliens. La population ne reçoit que les dégâts sur l'environnement, la pollution. La population ne connaît pas encore tous les effets de ces produits chimiques. Il n'y a pas d'hôpital digne de ce nom, de réseau routier etc. Ousmane a quitté son Sadiola natal malgré lui, mais s'est promis d'y retourner car, me disait-il, c'est à la jeunesse de faire la gloire de Sadiola, de la bâtir à son image.

---

brûlé devant l'hôpital central de Bamako. Il faut préciser à tous ceux qui ne l'ont pas vécu ce qu'est l'article 320, allusion aux articles au nom desquels le régime arrêtait, torturait, faisait disparaître ses ennemis, opposants, syndicalistes, jeunes ... Ce que les manifestants appelaient " article 320 ", c'est qu'on achetait pour 300 francs CFA un litre d'essence et pour 20 francs CFA une boîte d'allumettes ce qui faisait en tout 320 francs CFA pour en finir avec des démons, des ennemis des travailleurs et des jeunes qui n'avaient jamais eu la moindre pitié pour le peuple malien. La prise de la prison centrale a permis de libérer les prisonniers. Toutes ces scènes ont été vécues par des milliers de gens mais elles ont été camouflées, ou déformées, par tous les médias pro-occidentaux qui avaient toujours soutenu le régime d'oppression de Moussa Traoré qui était au service des grandes puissances impérialistes. Bien entendu, ces médias internationaux, comme les régimes des pays riches n'avaient aucun intérêt à montrer comment un peuple esclavagisé pouvait se transformer du jour au lendemain en lions que rien ne pouvait arrêter, pas même de verser le sang des oppresseurs, jusqu'à la chute du régime. Mais ce n'était que le début d'un combat pour en finir avec toute dictature. De fait les nouveaux dirigeants ont tout fait pour désarmer les travailleurs et chômeurs qui avaient pris quelques armes lors des attaques de certains lieux publics. Qu'est-ce qui a manqué pour aller plus loin ? Certainement, c'est le manque de conscience politique et donc de certaines formes d'organisation des opprimés : des femmes, des jeunes, des travailleurs. Comme ici en France, l'absence de tradition d'auto-organisation des travailleurs se paie cher. Ce sont des comités des combattants, des exploités qui ont manqué.

A Viry, on a donc décidé de s'organiser en comité de grève et ce n'était pas sans susciter des réactions.

---

proches de l'ancien président ont été lynchés par la foule en colère. Le 29 mars, des villas de dignitaires sont pillées. L'Etat d'urgence a été décrété dans les villes du Mali. Le bilan est de nombreux manifestants morts et de centaines de blessés graves qui ont les membres déchiétés. Le chef de l'Etat lance un appel au calme et affirme sa " totale disponibilité pour une dialogue et une consultation et pour trouver des solutions durables aux différents problèmes ". Les manifestants répondent " C'est terminé. On ira jusqu'au bout. " Il y a déjà un bilan de plusieurs centaines de morts. La grève générale commence, paralysant le pays. Les mères de famille, révoltées que leurs enfants soient tués comme des lapins, s'attaquent à mains nues à la présidence à Koulouba. Le général-président leur barre la route avec des blindés. Des femmes sont tuées mais cette marche des femmes sera victorieuse. L'armée ne marche plus et on est à un doigt d'une grave mutinerie. Affirmant agir en coordination avec les organisations démocratiques, les militaires déposent la dictature de Moussa Traoré et prennent le pouvoir fin mars 1991.

J'avais 16 ans et j'ai participé à ces journées, où nous attaquions des édifices publics, comme ceux de la gendarmerie et des douanes, où nous avons pris des armes.

Pour permettre d'évoquer la profondeur de la révolte du peuple malien, ce qui se passe après des années d'oppression, des années de peur, de souffrances, quand tout un peuple dit que cela suffit, quand toute la haine que le régime a suscitée se retourne contre lui, je souhaiterais rajouter quelques mots sur ce fameux " article 320 " né de cette révolte contre la dictature de Moussa Traoré, en 1991. Alors que chacun avait vécu un régime de terreur au point que nul n'imaginait la chute d'un tel régime, la peur avait changé brutalement de camp ... Certains ministres ont préféré se donner la mort plutôt que de se faire arrêter par les manifestants. Les corps étaient trimbalés dans les rues de Bamako. Le ministre de l'Enseignement fut arrêté et découpé en morceaux, puis son corps

---

C'est Ousmane qui recevra les coups des cadres de G. et sera envoyé à l'hôpital, nous verrons plus loin dans quelles circonstances.

## Les préparatifs de la grève

J'ai décidé d'organiser une rencontre dans un café. Nous fûmes trois la première fois. J'avais une liste d'une quarantaine de camarades (comptés une seule fois chacun malgré nos multiples identités !). Ils avaient donné leur accord pour se joindre à nous ultérieurement. Sur les conseils de syndicalistes rencontrés lors des manifestations qui ponctuaient le mouvement des sans-papiers, je suis passé, avec ma liste, à L'UL-CGT de Viry-Châtillon pour expliquer notre situation. Pouvaient-ils nous aider ? Pourrions-nous faire partie des entreprises occupées lors de la prochaine vague de grève ? Ils nous répondirent qu'ils ne pouvaient pas nous laisser partir en grève car ils manquaient de militants pour piloter le mouvement.

Avec un camarade nous avons assisté, au côté de 2000 autres sans-papiers le 12 juin au grand meeting de la Halle Carpentier. Les orateurs, parmi eux Bertrand, annonçaient, sous les applaudissements enthousiastes des sans-papiers, une troisième vague de grève avec occupation. Comme d'autres, nous avons donc donné aux organisateurs le nom de notre entreprise avec la liste des sans-papiers prêts à l'occuper pour demander leur régularisation. J'étais heureux d'avoir un bon contact avec Bertrand, ce qui me donnait de l'espoir. Pour moi Bertrand était LE sauveur. Il m'a dit qu'il me rappellerait pour prendre rendez-vous. Il ne m'a pas rappelé. De même, j'ai recontacté à de nombreuses reprises, en vain, l'UL-CGT de Viry. Je tenais mes camarades informés chaque jour de mes démarches. N'ayant plus d'espoir dans la CGT, je contactai Droit-Devant, co-organisateur des deux vagues de grève et du meeting du 12 juin. Droit-Devant nous propose de passer les voir

---

la semaine d'après, ce que nous avons fait. Une vingtaine d'entre nous adhère à leur association. Ils nous demandèrent de patienter et d'attendre que vienne notre tour pour nous mettre en grève. Je ne pouvais plus attendre et rester dépendant de leurs attermolements. J'ai décidé de convoquer une assemblée des sans-papiers pour leur proposer de lancer nous-même notre mouvement.

Une Assemblée Générale s'est tenue le 28 juin dans un foyer de travailleurs africains, elle a réuni 38 camarades sans-papiers.

J'ai expliqué aux camarades que nous sommes simplement des travailleurs, la force vive de la société, une puissance qui ignore son pouvoir. Avoir peur des représailles aujourd'hui c'est ignorer le fait qu'on souffre déjà de ces représailles.

Avant cette assemblée j'avais adressé le 23 juin une lettre à la direction de l'entreprise du groupe pour l'informer de notre situation et solliciter une rencontre en toute urgence, pour mettre fin à cette situation qui durait depuis 10 ans. Cette lettre était restée sans réponse. J'expliquai aux gars que la CGT et Droit Devant ne pouvant pas nous aider, nous devons décider par nous-même de nous mettre en mouvement ou pas. Prenons l'initiative de la grève, les appareils nous suivront ! Pour gagner notre liberté, qui n'a pas de prix, nous ne devons pas avoir peur de prendre des risques. Nous devons le faire pour nous, et nous servirons d'exemple pour ceux qui sont encore dans la crainte. Nous avons voté la grève avec occupation du site à Viry. Certains voulaient l'occupation des boîtes d'interim. J'expliquai qu'occuper directement le siège de G. qui nous employait depuis 10 ans sans interruption aurait plus de poids que l'occupation dispersée des différentes boîtes d'interim. Les syndicalistes nous avaient aussi conseillé d'occuper les boîtes d'interim. Mais nous voulions mettre l'entreprise qui nous utilisait face à ses responsabilités. Nous avons décidé qu'à partir du lundi 30 juin nous occuperions le siège du groupe G. à Viry-Châtillon. Cette décision, comme toutes celles que nous avons prises ne devait être connue

---

particulièrement les jeunes chômeurs, armés de bâtons et de pierres, envahissent les rues de la capitale, brûlent des magasins et des édifices publics, ainsi que des voitures. Les résidences de plusieurs membres du gouvernement et du parti unique, dont celle du directeur général des douanes, beau-frère du président Traoré, sont entièrement saccagées. A partir de ce moment, les émeutes se multiplient tous les jours dans Bamako, où les manifestants érigent des barricades. Cette situation se propage aux villes de province. Les morts de manifestants et le nombre de blessés ne cessent de croître tous les jours. Le 29 janvier, ce sont des centaines de manifestants arrêtés qui ont été torturés, dont une douzaine d'enfants de moins de douze ans. Le général-président a annoncé que l'interdiction aux associations de faire de la politique est levée, mais cela ne diminue pas la pression de la rue. L'AEEM revendique la libération de tous les emprisonnés. Le 22 mars 1991, les émeutes reprennent à Bamako. De violentes manifestations parcourent la capitale. Les forces de l'ordre tirent à balles réelles et tuent. C'est un véritable carnage à la mitraillette et à la grenade offensive. La guerre est déclarée par le pouvoir aux jeunes manifestants qui enflamment le ministère de l'emploi. Le 23 mars, la jeunesse scolarisée est rejointe dans la révolte par les chômeurs et les travailleurs. Les travailleurs de la COMATEX, dont le dictateur-président a dit, avec une expression de profond mépris, qu'ils ne savent même pas qui ils sont, ont arrêté le travail. Les émeutes s'étendent à l'ensemble du pays. Des répressions violentes ont lieu à Sikasso et Diola. Certains policiers se font lyncher. Le centre commercial de Bamako est le siège d'un véritable carnage. Tout ce qui appartient aux responsables du régime est saccagé. Les commerçants sont attaqués eux aussi. Les morts continuent de tomber, mais, cette fois, la foule ne recule plus devant les forces de l'ordre. Les jours suivants, les manifestations continuent, s'attaquant à la BIRD et à la Banque Mondiale de Bamako. L'hôtel de ville est saccagé. Deux dignitaires

---

## **L'insurrection au Mali en 1991 et la chute de Moussa Traore**

Le lieutenant Moussa Traoré a pris le pouvoir en novembre 1968, déposant le premier président du Mali, Modibo Keita. Il va régner pendant 23 ans sans partage sur le pays. Le parti unique, UDPM, va dominer le Mali jusqu'au 26 mars 1991. C'est la révolte populaire qui va le faire chuter. Le climat social est à la révolte dès 1990. La misère a atteint un niveau insupportable. On a vu un directeur d'école démonter le plafond d'une salle de classe pour la revendre afin de nourrir sa famille. La peur du régime, qui emprisonne et torture, a été telle pendant toutes ces années que les opposants osent à peine parler entre eux. Mais la révolte est telle que la peur va tomber. L'Association des Elèves et Etudiants du Mali, après la répression de 1979, se réveille de longues années de silence et de soumission. AEEM et Comité National d'Initiative pour la Démocratie appellent à une manifestation pour le multipartisme le 10 décembre 1990. Plus de dix mille manifestants répondent à l'appel. C'est la plus grande manifestation jamais organisée au Mali sous le régime de Moussa Traoré. La manifestation se déroule pacifiquement dans la capitale Bamako, mais le pouvoir n'entend pas reculer. Les organisateurs et les manifestants non plus. Le 24 janvier 1991, ils appellent à une nouvelle manifestation qui va enclencher le cycle des affrontements se terminant par la chute du dictateur. Les manifestants bloquent les routes et saccagent les édifices publics. Les forces de l'ordre ouvrent le feu sur les manifestants faisant de nombreux morts et blessés. Le 25 janvier, des chars sont déployés contre les manifestants et les écoles sont fermées. Le 28 janvier, à la nouvelle de l'arrestation de plusieurs élèves et étudiants, dont le secrétaire général de l'AEEM, Oumar Mariko, le mouvement explose en insurrection de toute la jeunesse, englobant celle des quartiers populaires. Ces derniers, tout

---

que de nos camarades.

## **La grève avec occupation commence**

Lundi personne ne devait rejoindre son chantier mais se rendre à 6h45 devant la gare de Viry-Châtillon. Je demandais aux camarades de ne pas former d'attroupement devant la gare, mais de se séparer en petits groupes. Nous nous sommes retrouvés à une trentaine. Je suis parti avec deux camarades en reconnaissance vers le site situé à 300 m de la gare. Après inspection, nous demandons par téléphone portable aux camarades de venir nous rejoindre par petits groupes. A 7h30 l'occupation avait démarré. Nous nous tenions devant l'accueil avec neuf drapeaux CGT. Je vais demander à la secrétaire d'informer la direction de notre présence : "Nous sommes des travailleurs sans-papiers du groupe G. en grève avec occupation du site." Un DRH s'est présenté et a aussitôt pris contact avec un délégué syndical CGT de l'entreprise, Fernandez. J'avais déjà rencontré Fernandez qui bien que se disant solidaire avec nous, n'avait pas agi. Une fois arrivé, Fernandez est invité par la direction pour parler de la situation. Ensuite Fernandez et la direction me demandent de proposer aux grévistes de s'installer dans le local syndical de Fernandez. Clairement, ils veulent protéger l'image de l'entreprise. Avec Samba et Boulay nous allons rencontrer la direction, pendant que les autres vont rejoindre le local syndical.

Pendant la négociation, la direction, par derrière, a appelé la police nationale. À la grande satisfaction de la direction, qui espérait peut-être que nous serions immédiatement menottés, deux policiers font irruption dans la salle de réunion. Un policier demande : qui est le responsable du mouvement ? Je me manifeste. Ils me demandent pourquoi nous manifestons sur la voix publique. Je réponds que nous ne manifestons pas sur la voix publique. Nous sommes des travailleurs sans-papiers du groupe G., en grève pour deman-

---

der notre régularisation. Très bien, répond-il, nous nous reverrons bientôt !

La direction nous demande la liste des grévistes. Nous leur communiquons 38 noms. La direction contacte les boîtes d'interim concernées et les invite sur le site. Ils vinrent le jour même. Le ton monta entre la direction de G., les boîtes d'interim et nous.

La direction feint de découvrir que nous avons utilisé de multiples identités : nous avons été abusés par les boîtes d'interim, dit le DRH d'une entreprise de G.. Il menace de porter plainte contre nous pour usurpation d'identité. Je réplique que si nous avons pu changer 2 ou 3 fois de noms au vu et au su des boîtes d'interim, des chefs de chantiers et des conducteurs de travaux, c'est que l'entreprise du groupe G. était complice de ces usurpations d'identité. Compte-tenu de la solidité de mes arguments, appuyés par des preuves, à ce jour, le groupe G. n'a jamais porté plainte contre nous pour usurpation d'identité. Les négociations continuent jusque tard dans la soirée. Puis reprennent le lendemain et le surlendemain, du matin au soir. La direction fait l'historique des contrats de chaque salarié. Nous sommes tous des interimaire. Elle propose finalement en tenant compte de l'ancienneté, 12 requalifications en CDI, 12 CDD avec le groupe G., 7 autres CDD avec les boîtes d'interim. Sur les 38 cas, seuls ceux des 31 grévistes présents sur le site sont donc étudiés. Nous refusons les 19 CDD. Il fallut l'intervention du PdG d'une des entreprises du groupe pour obtenir 12 autres CDI. Pour les 7 restants, la situation restait bloquée. La tension était montée en flèche à plusieurs reprises pendant les discussions.

Régulièrement, j'appelais Bertrand pour le tenir au courant de la situation. "Ah vous avez démarré ?", fut sa première réaction. "C'est bien, je vous soutiens". Il est venu après quelques jours d'occupation et a assisté à certaines négociations. Mais une fois les 24 dossiers constitués, aucun syndicat ou association n'était présent pour nous accompagner pour déposer les dossiers à la Préfecture de

---

ations, partis politiques). Nous nous sommes même opposés à eux lorsqu'ils ont voulu nous déposséder de la direction de notre lutte, la freiner, au nom de notre intérêt. Je pense que c'est parce que nous avons agi ainsi que nous avons gagné. J'espère que l'histoire de cette lutte dans l'Essonne sera instructive pour les travailleurs, afin qu'ils dirigent eux-mêmes leurs luttes à venir. Il est important de comprendre que, même si les travailleurs ne la soutiennent pas spontanément, même s'ils la craignent, cette idée doit être défendue avec acharnement. Elle seule est la garantie que les travailleurs mènent eux-mêmes la lutte jusqu'au terme qu'eux-mêmes auront fixé et pour les objectifs qui soient vraiment les leurs.

Pourquoi les travailleurs eux-mêmes craignent-ils de s'organiser en comités ? Parce qu'ils n'assument pas d'affirmer qu'ils sont eux-mêmes la force. Ils acceptent que les organisations les traitent en assistés et parfois, ils demandent aux organisations qui prétendent les soutenir un tel paternalisme. Nous organiser nous-mêmes, c'est le pas fondamental. Rappelons nous la Commune de Paris de 1871 dont Engels disait : " Le philistin social-démocrate a une fois de plus été envahi par une terrible frayeur à la prononciation des mots "dictature du prolétariat". Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir à quoi ressemble cette dictature ? Regardez la Commune de Paris, c'était cela la dictature du prolétariat. "

Lorsque les travailleurs s'organisent eux-mêmes, ce n'est pas rien et les réformistes de tout poil se sentant attaqués, réagissent violemment, qu'ils soient des syndicalistes, des associatifs ou des militants politiques. J'ai déjà fait allusion à la révolte populaire du Mali en 1991. Il faut que je fasse une petite parenthèse là-dessus.

---

signés "Comité de grève des sans-papiers du groupe G., site de Viry-Châtillon". C'est ce que nous avons fait sans encore mesurer l'importance et les conséquences de ce geste, - l'importance même du mot - même si Alexandre nous avait déjà prévenu que nous faisions un geste important qui allait susciter de nombreuses réactions hostiles de la part des "soutiens". "Ce terme déclenche une guerre" me dit-il. Il avait compris que j'avais participé activement à la révolte de 1991 au Mali. Il me confia plus tard que ce fait l'a convaincu que je pourrais gagner cette guerre : celle que déclenche toujours la volonté des travailleurs de diriger eux-même leur lutte.

## Un comité de grève, ce n'est pas rien

Nous avons donc été amenés à fonder un comité de grève parce que nous nous dirigeons déjà nous-mêmes, et cela parce que ceux dont nous attendions une aide d'organisation nous avaient dit d'arrêter notre lutte, que ce soit des syndicats, des associations, des élus, et des militants politiques, y compris ceux de gauche ou de la gauche de la gauche. Tous voulaient nous convaincre que nous ne correspondions pas aux critères, que nous devions cesser la grève, cesser de populariser notre lutte, cesser d'interpeller tout le monde, etc. Du coup, nous étions bien obligés de nous organiser nous-mêmes.

Mais nous n'imaginions pas à quel point la formation d'un comité de grève, et parfois ce nom lui seul, allait susciter de réactions violentes de la part de tous ces gens-là. Bien des grévistes, sous la pression de tous ceux qui auraient dû soutenir notre lutte, ont hésité et des conflits en sont sortis. L'importance d'être organisés en comité de travailleurs n'apparaît pas du tout comme quelque chose qui va de soi, que les travailleurs doivent défendre à tout prix. Et pourtant, c'est de cela qu'il s'agit.

C'est des "soutiens" que va venir l'attaque contre notre organisation. Nous n'avons pas attendu des sauveurs (syndicats, associ-

---

l'Essonne. C'est même le PdG qui les a déposés, le 11 juillet. Lors des négociations nous avons obtenu que les dossiers soient déposés collectivement à la préfecture de l'Essonne, et non dispersés selon nos lieux de résidence. Une fois les dossiers déposés, nous avons eu la visite du journal Le Parisien pour m'interviewer. L'article qui parut fit bondir la direction, qui exigeait de nous la discrétion. Le 14 juillet nous avons eu la première visite de Jacqueline, de Droit-Devant et vers le 16 la visite de Chantal, du syndicat CGT pour les fiches de synthèses des dossiers déposés. Quelques jours plus tard Chantal revient accompagnée d'un autre responsable de l'UD-CGT. Ils nous demandent de lever l'occupation du site pour que nos dossiers soient traités. Nous refusons et leur demandons d'obtenir de la Préfecture une garantie écrite, seule condition pour que nous envisagions de reprendre le travail. Après notre refus, l'UD nous tourne le dos. Mais Bertrand continue à revenir nous voir de temps en temps.

Les conditions de l'occupation sont très difficiles : des cartons trouvés dans les poubelles pour dormir, à 20 dans un local de moins de 20 mètres carrés et les autres dans la cage d'escalier qui mène à la cantine de l'entreprise, devant les toilettes, avec des couvertures qui ont déjà servi en 2006 aux travailleurs sans-papiers de Buffalo Grill. Et pour manger, on cotisait 5 euros chacun pour aller acheter la nourriture dans un foyer africain à 20 km de là. Les repas arrivés, on mange debout car nous n'avons qu'une seule table, qui nous sert aussi de bureau lors de nos réunions. Car nous travaillons régulièrement sur nos dossiers. La cantine de l'entreprise est à quelques mètres de notre local. Les salariés du groupe nous voient manger debout les uns contre les autres et passent sans nous saluer, y compris les délégués syndicaux du groupe. Il y avait des exceptions. L'une d'elle est Fatima qui dès les premiers jours et pendant toute la grève, vient nous rendre visite après sa journée de travail. Ne pouvant plus cotiser chacun pour 5 euros tous les deux jours,

---

ce qui avait couvert nos frais, nous commençons, après deux mois, à organiser des collectes. Les collectes sur le marché avaient parfois lieu sous la menace de la police qui nous demandait de quitter les lieux, car nous n'avons soi-disant pas le droit de distribuer des tracts ou de collecter de l'argent sans les syndicats. Nous n'avions que peu de tracts car nous les tirions à nos frais. Nous avons pris contact avec les managers des restaurants des alentours (dont Mc Donald's, KFC etc) pour qu'ils nous donnent leurs restes du soir en leur expliquant que nous étions en grève, que la direction misait sur l'épuisement de nos ressources en argent et en nourriture, afin que nous quittions les lieux. Ils n'ont pas accepté.

À ce moment nous avons reçu le soutien de l'association d'Anne, d'Evry, qui avait déjà aidé les sans-papiers grévistes d'une entreprise de nettoyage urbain implantée dans cette ville.

Après plus de deux mois de grève, les 7 dossiers restants n'avaient toujours pas pu être déposés, l'entreprise du groupe concernée refusant de remplir les deux CERFAs, formulaires indispensables pour les formalités. La raison invoquée par l'entreprise était que cinq ne totalisaient pas une ancienneté suffisante, et que les deux autres étaient des employés extérieurs. Une délégation s'est rendue à l'accueil de l'entreprise pour recueillir des informations sur ces deux dossiers, informant qu'elle ne quitterait pas ce bâtiment avant d'avoir été reçue par la direction. La direction a choisi l'épreuve de force, demandant à des cadres de l'entreprise de nous faire sortir manu militari, en ayant eu soin que cette scène ait lieu devant un huissier convoqué par ses soins. Nous résistons. Ils en viennent aux mains, coups de pieds, insultes. D'autres grévistes nous rejoignent pour s'interposer. Un des deux salariés concernés est blessé à la main, les pompiers l'évacuent vers l'hôpital, où il reçoit 10 jours d'ITT (incapacité totale de travail). La police intervient, nous demande de sortir après avoir écouté la version des cadres. Nous refusons, demandons de rester pour faire entendre notre version des faits, et

---

que craignait le pouvoir, ce n'était pas la force de la CGT mais la force des sans-papiers en lutte. Ce que craignait particulièrement le pouvoir, c'est que les salariés s'organisent indépendamment. C'est cela qui a donné un créneau à la CGT pour prendre la tête de la lutte sans du tout se mettre à dos patrons et gouvernement, au contraire. Mais, ce faisant, la CGT n'agissait pas véritablement dans l'intérêt des travailleurs puisque cela les empêchait de prendre conscience de leur force et de s'organiser.

## **Du collectif au comité de grève**

Après deux mois d'occupation, nous avons reçu la visite d'Alexandre qui a été le premier à me poser des questions sur la révolte du peuple malien en 1991 contre le dictateur Moussa Traoré. Il était aussi le premier à approuver et à pousser à ce que les travailleurs s'organisent eux-mêmes, mais cela j'allais le réaliser progressivement. Nous avons déjà commencé à organiser nous-mêmes le piquet de grève sans être dirigés par un syndicat ou une association, à négocier nous-mêmes avec la direction et à rédiger et distribuer nos tracts. Nous avons organisé la répartition des tâches du piquet : repas, accueil sur le piquet, trésorerie, délimitation des parties occupées du siège. Il y avait cinq d'entre nous à l'entrée, cinq à la sortie, cinq à l'accueil, cinq devant le local syndical et la pharmacie. Les tracts écrits étaient proposés à l'assemblée des grévistes et, une fois adoptés, étaient tirés et signés du " collectif des travailleurs sans-papiers de Viry-Châtillon ".

En utilisant la reprographie de son entreprise, Alexandre a pu nous tirer quelques milliers de tracts. J'ai repris le texte complet d'un tract que j'avais écrit auparavant, mais que l'UD avait censuré, et on l'a imprimé après l'avoir transformé. Comme depuis deux mois nous dirigeons notre grève par nous-mêmes, Alexandre, qui voyait cela d'un bon il, nous suggéra que ces tracts soient

---

## La lutte des sans-papiers et la politique de la CGT

Ce qui a caractérisé la lutte des sans-papiers depuis le jour où ils ont décidé de cesser de se cacher et ont commencé, avec les "Saint-Bernard" en 1996, à se manifester au grand jour, c'est d'affirmer une exigence claire : des papiers pour tous ! Par la suite, dans toutes les manifestations, les sans-papiers et ceux qui luttent avec eux ont affirmé haut et clair : " Le cas par cas, on n'en veut pas ! " Ce qui a étonné les sans papiers engagés dans les récentes grèves pour des papiers, c'est que cette affirmation était battue en brèche, non par le pouvoir, mais par des organisations - syndicats, associations et partis politiques - qui étaient censés militer à nos côtés. Si nous, les sans-papiers de Viry-Châtillon, avons été amenés à nous organiser indépendamment, en comité, c'est que les organisations qui menaient cette lutte ont refusé de nous soutenir et, pire, ont considéré que nos dossiers n'étaient même pas déposables ! La CGT, en particulier, du moins celle qui participait à cette lutte - puisque l'essentiel de la CGT n'y participait même pas - la CGT a eu une espèce de monopole des relations avec le pouvoir pour déposer des dossiers, monopole au nom duquel la CGT avait accepté des critères pour prendre les dossiers, critères plus restrictifs que les critères légaux.

Cela signifiait que des travailleurs isolés, seuls en grève, ou dans de petites entreprises, n'ayant travaillé qu'en intérim ou ne satisfaisant pas pour une raison ou une autre aux critères établis par la CGT, se voyaient refuser leur dossier, non par la préfecture mais, par avance, par la CGT ou par des militants qui agissaient à ses côtés !

La meilleure preuve du fait que la CGT était en dessous de la loi, c'est qu'elle a refusé les grévistes de Viry-Chatillon, alors qu'ils ont obtenu satisfaction par la lutte et sans passer par la CGT. Bien des sans papiers sont reconnaissants à la CGT d'avoir pris la tête de leur lutte mais ils ne savent pas que la véritable force, celle

---

préciser que ce n'est pas à la police de décider de notre évacuation. Après le départ de la police la direction revient à la raison, et accepte de nous recevoir. La blessure du camarade nous a conduit à porter plainte contre la direction. Informée, la direction décide de faire les deux dossiers et s'associe à la négociation avec l'autre entreprise pour les 5 autres dossiers, à condition que nous retirions la plainte. La presse locale s'empare de cet incident, le relatant dans deux articles. La situation est enfin débloquée, les dossiers de tous les grévistes sont maintenant déposés en préfecture, après trois mois de grève !

Peu à peu, les régularisations arrivent. Une au bout d'un mois, puis 8 autres après deux mois. Une vingtaine en tout après 5 mois. Les convocations à la Préfecture restaient angoissantes, car on ne savait pas toujours à quoi s'attendre : s'agissait-il d'une régularisation, ou d'une arrestation ?

## Le silence des élus locaux

Dès les premières semaines de l'occupation nous avons adressé un courrier aux élus de Viry-Châtillon pour une demande de soutien, financier ou moral. Nous n'avons jamais eu de réponse. C'est pourquoi nous nous sommes déplacés à plusieurs reprises pour les rencontrer dans leur mairie.

En effet, dans cette lutte de sans-papiers le pire est de rester isolés et invisibles. C'est ce qui m'a poussé à continuer à tendre la main à tous ces élus de l'Essonne. D'autant plus que nous avons travaillé pour leurs villes. Dans nos courriers de demande de soutien adressés à ces élus, on faisait allusion à la précarité de nos conditions d'occupation (on rappelait qu'on dormait sur des cartons ramassés dans les poubelles, sous les cages d'escalier sans-chauffage, même par terre, sur des tables, des chaises). Et tout cela simplement parce

---

que nous exigeons notre régularisation, pour vivre dans la légalité et le respect de nos droits en tant que travailleurs, ce qui est une simple exigence de justice sociale. N'oublions pas que le premier soutien au sein d'une ville devrait être son maire. C'est ce qui nous motivait pour leur écrire, les appeler, nous déplacer jusqu'à leur mairie pour leur demander de venir sur le piquet nous soutenir. Ce soutien que nous cherchions n'était pas forcément matériel, financier ou alimentaire. Il était surtout moral. Mais nous l'avons cherché en vain ! Ces appels au secours étaient des cris dans le désert. Aucun coup de fil de la maire de Viry, pour prendre des informations, aucun élu ne vint spontanément sur le piquet. Chantal, qui faisait partie de l'équipe de la Maire, nous rendit visite, mais à titre de représentante de l'UD91, pour nous demander ensuite de lever l'occupation, puisque nos dossiers étaient déjà déposés en Préfecture ! Certes nous avons reçu une aide alimentaire pendant 3 semaines, mais elle s'est interrompue sans que l'on sache pourquoi. Des élus de Viry, des deux rencontres que nous avons eues avec la maire et son équipe, je ne peux garder que de mauvais souvenirs. Madame la maire tapait du poing sur la table en nous disant : "mais nous comprenons votre situation, elle est injuste. Mais ce problème des sans-papiers est un problème national. Nous ne pouvons pas nous mettre au-dessus de la loi. Les sans-papiers, nous les avons soutenus lors de l'occupation du restaurant B.G.". Non madame la maire, ce n'est pas un problème national, mais international. C'est la précarité, la misère. Ces sont ces guerres impérialistes qui dévastent nos pays, en pillant leurs richesses qui nous font fuir. Et cette exploitation que nous subissons ici vous en connaissez très bien la cause. Mais je ne sais si vous la combattez ou la soutenez. Six mois de grève et d'occupation dans des conditions d'hygiène épouvantables, avec parfois des camarades qui tombent malades, avec seulement de l'aspirine pour les soigner. Ils disaient que cela leur suffisait. Mais je savais que c'était la fatigue, le stress,

---

le sentiment d'abandon, d'injustice qui les frappaient, alors qu'ils avaient accompli leurs devoirs : travail, cotisations sociales, impôts nationaux ... et locaux (taxe d'habitation) madame la maire ! ce dont les politiques ne veulent pas parler. Et madame la maire nous disait qu'elle était au courant de toutes nos difficultés et même de l'incident qui avait conduit à la blessure d'un camarade évacué à l'hôpital de Juvisy avec 10 jours d'ITT, l'incident évoqué par la presse locale. Elle nous disait être au courant des incidents par les journaux, et suivre l'évolution de la situation par l'intermédiaire de Chantal (que pourtant nous ne voyions plus depuis des semaines). Nous avons même été mieux accueillis dans une mairie de droite dont le maire a reconnu l'absurdité de la situation des sans-papiers, y compris dans sa commune.

Face au même silence des élus de Grigny, la ville voisine, nous sommes allés leur rendre visite à deux reprises. L'accueil fut plus chaleureux qu'à Viry : ils étaient gênés, mais nous écoutaient et ne nous coupaient pas la parole. A l'issue de notre deuxième visite nous avons eu des coups de fil et reçu 12 lits de camps. Ils se sont engagés à soutenir les dossiers restants.

Dans l'Essonne il existe un centre de rétention. Élus de l'Essonne, allez-vous laisser ceux qui, comme nous, construisent et entretiennent vos villes y être enfermés et expulsés ? Un de ceux qui a participé à la construction du centre de rétention du Mesnil Amelot y a été placé par la suite ! Quelle horreur ! Dans ces centres passent des milliers de travailleurs, et même des enfants. Et nous qui n'y sommes pas encore placés ni expulsés nous vivons dans une prison à ciel ouvert. Vous hommes et femmes politiques, avant de donner des leçons sur les Droits de l'Homme en Afrique et ailleurs, commencez à vous battre pour les faire respecter chez vous. D'autant plus que la France est censée être le pays des Droits de l'Homme.